TRIBUNE. L'appel de 143 parlementaires pour sauver le modèle d'élevage bovin français

19h30, le 3 avril 2021
• Par
• **Redaction JDD**

Dans une tribune, 143 parlementaires de tous bords, du PCF à LR, fustigent un double discours du gouvernement sur la cause de l'élevage bovin. Trois ans après les Etats généraux de l'alimentation, qui devaient poser les bases d'une agriculture durable, ils estiment que le secteur est régi par « une économie de la destruction ».

Dans une tribune, 143 parlementaires appellent à soutenir la filière viande de l'élevage bovin français (ici des boeufs de race Charolais). (Sipa)

Trois ans après les États Généraux de l'Alimentation, qui devaient poser les bases d'une agriculture durable, Bruno Dufayet, éleveur et président de la Fédération nationale bovine, et 143 parlementaires de tous bords s'inquiètent de la montée en puissance d'une « économie de la destruction » dans le secteur de l'élevage de bovins (filière viande), au détriment du modèle français. Parmi eux, le républicain Christian Jacob, le socialiste Olivier Faure, l'insoumis François Ruffin, le communiste André Chassaigne ou encore l'écologiste Yannick Jadot. Selon eux, l'Etat doit permettre aux éleveurs d'obtenir des prix couvrant leurs coûts de production. « Sans cela, écrivent-t-ils, la France perdra sur tous les plans : celui de sa souveraineté alimentaire, comme de la durabilité. » **Voici leur tribune.**

« Nous sommes dans une économie de marché. » Voilà la réponse, lapidaire, apportée aux éleveurs de bovins de race à viande français, qui demandent la garantie de prix couvrant leur coût de production.

Depuis des années, les pouvoirs publics ne cessent d'apporter des mots de soutien aux éleveurs. Mais quel secteur économique peut se contenter de mots pour vivre? Trois ans après le lancement des Etats Généraux de l'Alimentation et l'espoir qu'ils ont fait naître, les éleveurs ont perdu 30% de leurs revenus pour se contenter, désormais, de moins de 700 euros par mois. 8.000 euros par an! Voilà ce qu'ils valent dans l'économie de marché. La disparition des élevages et de leurs animaux dans nos paysages n'est plus un fantasme

Conséquence logique de cette situation, la France compte, chaque année, 2.000 éleveurs bovins de moins. Et ce n'est pas seulement un drame humain. La disparition des élevages et de leurs animaux dans nos paysages n'est plus un fantasme. Elle est là, à nos portes, dans le silence général. Avec elle, nous assistons à la disparition d'une

part de notre identité culturelle commune fondée sur une agriculture familiale et une alimentation qui font encore la réputation de la France. Pour combien de temps ?

Les éleveurs sont les premiers à savoir ce qu'est une économie de marché. Ils y sont plongés chaque jour. En principe, elle répond à des règles simples d'offre et de demande, à des conditions de concurrence loyale et non faussée. C'est ce que disent nos textes de loi. Ainsi doit-elle permettre à la qualité de se démarquer et de trouver la juste rémunération des efforts qu'elle nécessite. Mais ce n'est pas cette économie de marché qui régit le secteur de la viande bovine : c'est une économie de destruction, qui considère qu'un animal nourri à l'herbe dans une exploitation familiale répondant à tous les critères du développement durable dont la France se veut la championne, n'a pas plus de valeur qu'un animal poussé en élevage industriel à grands coups d'antibiotiques à l'international.

Ce n'est pas un modèle d'élevage industrialisé, capable de résister à la concurrence de fermes-usines américaines, que les pouvoirs publics ont promu à l'occasion des États Généraux de l'Alimentation

Tout se passe comme si personne ne voulait voir l'incompatibilité criante qui existe entre cette fameuse économie de marché et la durabilité aujourd'hui imposée, à raison, aux producteurs.

Car ce n'est pas un modèle d'élevage industrialisé, capable de résister à la concurrence de fermes-usines américaines ou d'autres élevages sans norme environnementale et sanitaire stricte, que les pouvoirs publics ont promu à l'occasion des États Généraux de l'Alimentation. Ce n'est pas, non plus, ce modèle que les citoyens plébiscitent.

Nous tous, éleveurs, associations, élus, soutenons ce cap, cette orientation donnée à l'élevage. Mais ce choix français doit être pleinement assumé ! Si les États généraux de l'Alimentation ont été une bonne initiative, nous constatons que la loi Egalim est impuissante à faire entrer le discours dans la réalité.

L'État doit permettre aux éleveurs d'obtenir des prix couvrant, au moins, leur coût de production

Les éleveurs sont les premiers à vouloir mener à bien la « transition agroécologique ». Ils ont tout à gagner à placer l'économie dans ces rails de l'écologie. A l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique, notre modèle d'élevage français permet de privilégier la qualité sur la quantité, de mettre nos prairies au service de la captation du carbone, de la préservation de la biodiversité. Mais ils ne peuvent le faire sans que le pouvoir politique, quel qu'il soit, en tire les conséquences sur les politiques de prix, sur le partage de la valeur ajoutée tout au long de la filière, de la fourche à la fourchette.

Il n'y a pas ici de « en même temps » possible et l'État doit permettre aux éleveurs d'obtenir des prix couvrant, au moins, leur coût de production. Sans cela, la France perdra sur tous les plans : celui de sa souveraineté alimentaire, comme de la durabilité. Deux enjeux à concilier dont le Président de la République et le Gouvernement affirment faire leur priorité, sans jamais les concrétiser.

Signataires

• Bruno DUFAYET, éleveur de bovins de race à viande dans le Cantal, Président de la Fédération Nationale Bovine.
• Anne-Catherine LOISIER, Sénatrice de la Côte d'Or (Union Centriste)
• André CHASSAIGNE, Député du Puy-de-Dôme (Gauche Démocrate et Républicaine)
• Dominique POTIER, Député de la Meurthe-et-Moselle (Socialistes et apparentés)
• Antoine HERTH, Député du Bas-Rhin (Agir Ensemble)
• Olivier RIETMANN, Sénateur de la Haute-Saône (Les Républicains)

• François RUFFIN, Député de la Somme (France Insoumise)

Une tribune soutenue par

• Eric ANDRIEU, Député européen (Socialistes et Démocrates)
• Joël AVIRAGNET, Député de la Haute-Garonne (Socialistes et Apparentés)
• Jean-Michel ARNAUD, Sénateur des Hautes-Alpes (Union centriste)
• Serge BABARY, Sénateur d’Indre-et-Loire (Les Républicains)
• Delphine BATHO, Députée des Deux-Sèvres (Génération Ecologie)
• Arnaud BAZIN, Sénateur du Val-d’Oise (Les Républicains)
• Gisèle BIEMOURET, Députée du Gers (Socialistes et apparentés)
• Catherine BELRHITI, Sénatrice de la Moselle (Les Républicains)
• Martine BERTHET, Sénatrice de la Savoie (Les Républicains)
• Annick BILLON, Sénatrice de la Vendée (Union Centriste)
• Benoît BITEAU, Député européen (Les Verts)
• Philippe BOLO, Député du Maine et Loire (Modem)
• Bernard BONNE, Sénateur de la Loire (Les Républicains)
• Philippe BONNECARRERE, Sénateur du Tarn (Union Centriste)
• François BONNEAU, Sénateur de la Charente (Union Centriste)
• Jean-Yves BONY, Député du Cantal (Les Républicains)
• Jean-Luc BOURGEAUX, Député de l’Ille et Vilaine (Les Républicains)
• Jean-Marc BOYER, Sénateur du Puy-de-Dôme (Les Républicains)
• Max BRISSON, Sénateur des Pyrénées-Atlantiques (Les Républicains)
• Céline BRULIN, Sénatrice de la Seine-Maritime (Communistes, Républicains et Citoyens)
• Marie-Georges BUFFET, Députée de Seine-Saint-Denis (Gauche Démocrate et Républicaine)
• Henri CABANEL, Sénateur de l’Hérault (Rassemblement Démocratique et Social Européen)
• Emmanuel CAPUS, Sénateur du Maine et Loire (Agir Ensemble)
• Jean-Noël CARDOUX, Sénateur du Loiret (Les Républicains)
• Annie CHAPELIER, Députée du Gard (Agir Ensemble)
• Daniel CHASSEING, Sénateur de la Corrèze (Les Indépendants)
• Paul CHRISTOPHE, Député du Nord (Agir Ensemble)
• Olivier CIGOLOTTI, Sénateur de la Haute-Loire (Union Centriste)
• Cécile CUKIERMAN, Sénatrice de la Loire (Communistes, Républicains et Citoyens)